

[Text]

• 2100

All these things are relevant. All these things are discussed. It's not such a personal question, I think, as the way you put it. It doesn't mean, of course, that each of us doesn't have our own personal lives and our personal ways of dealing with these issues.

**Mr. Dorin:** I will try to make this as expeditious as possible by running over the line because the line will run over the flavour of the question. It may or may not require three or four parts to it.

The first part is on the area of what I would call monetary policy and what the goal should be, i.e., price stability or otherwise. The second would be on the question of credit.

I want to say before I start that I have made a great effort personally to try to get this whole inquiry off the ground, and that's fine. I've had co-operation from other people, because we as a committee, I think, believe not only that it is important to do this, but also that it's our responsibility.

I view this as a very important inquiry. When I take a look at the changing world today in terms of defining a state, if we reject force, we're moving in a direction where one of the key and possibly primary definitions of a state will be the ability of the state to issue currency that its citizens respect and that the rest of the world accepts.

If we look at the current Soviet Union as it's breaking up today and the scramble amongst the various republics to establish their own central banks, or even if we look at the Canadian context and the debate on the constitutional question or the question of a monetary union and how that might occur, I think these are relative. I think what we are trying to do in this overall exercise is an important matter.

I would like to pursue the question when we come down to the monetary policy and the possible goals. I'll just read my quick notes and come back to it. I said: possible goals, price stability, exchange rate, other goals—whatever those might be. Can we pursue more than one at a time? If not, which is the goal of choice until we change it? I'll go back to the beginning.

We have talked about the current suggestion regarding the policy of the bank as it's being pursued recently and is being outlined in the constitutional documents. It is not a constitutional matter, by the way, but a change in the Parliament of Canada Act, which Parliament can do on its own. It's really not a constitutional matter but it's put out with that package as the goal of the bank being essentially price stability. I myself would say it is a goal the bank could achieve or pursue and probably achieve, if we took that in isolation.

I think it's fair to say that if we chose a different goal, which was to have some form of exchange rate fixed with the U.S.—80¢ or 85¢ or whatever it was—and if we adopted that, we could probably do it, basically through the bank. You can comment on this as you see fit.

[Translation]

Tout cela est pertinent et nous en discutons. Je pense que ce n'est pas une affaire aussi personnelle que vous semblez le croire. Cela n'empêche pas, bien sûr, que nous ayons chacun notre vie personnelle et notre façon personnelle de voir ces choses.

**M. Dorin:** Je vais essayer d'être aussi bref que possible sans trop m'attarder à des circonlocutions pour ne pas délayer ma question. Il faudra peut-être que je la scinde en trois ou quatre parties.

La première partie porte sur ce que j'appelle la politique monétaire et sur les objectifs qu'elle devrait viser, c'est-à-dire la stabilité des prix ou autre chose. La deuxième partie porte sur la question du crédit.

Je dois dire avant de commencer que j'ai beaucoup travaillé personnellement pour donner le coup d'envoi à cette enquête, et c'est parfait. J'ai eu la collaboration d'autres personnes parce que nous jugeons, au comité, que cette enquête est non seulement importante, mais qu'elle nous incombe aussi.

J'attache beaucoup d'importance à cette enquête. Dans notre monde en pleine évolution, si l'on rejette le recours à la force pour définir un État, nous allons vers une époque où la capacité d'avoir une monnaie respectée par les citoyens de l'État et acceptée dans le reste du monde constituera peut-être un des premiers critères de définition de l'État.

Si l'on observe le démantèlement de l'Union soviétique et les tentatives des diverses républiques pour mettre sur pied leur propre banque centrale, ou même si l'on songe à la situation au Canada et au débat sur la question constitutionnelle, ou sur l'union monétaire et les mécanismes de son application, je pense que tout se tient. Il me semble que ce que nous essayons de faire ici est important.

J'aimerais que nous discutons de cette question quand nous en arriverons à la politique monétaire et à ses objectifs possibles. Je vais tout simplement vous lire mes notes et j'y reviendrai. J'ai parlé d'objectifs possibles, de stabilité des prix, de taux de change et d'autres objectifs, quels qu'ils soient. Est-il possible de viser plus d'un objectif à la fois? Sinon, lequel devrions-nous privilégier jusqu'à ce que nous en changions? Je reviens au tout début.

Nous avons parlé de la suggestion actuelle touchant la politique de la banque telle qu'elle a été appliquée dernièrement et qu'elle est définie dans les documents constitutionnels. Il ne s'agit pas d'une question constitutionnelle, soit dit en passant, mais d'une modification de la Loi sur le Parlement du Canada que le Parlement peut adopter lui-même. Ce n'est vraiment pas une question constitutionnelle, mais on a mis cela dans le même panier puisque la banque vise essentiellement à garantir la stabilité des prix. À mon avis, c'est là un objectif que la banque pourrait réaliser, du moins probablement, si elle le prenait isolément.

Je suppose que si nous adoptions un objectif différent, par exemple l'établissement d'un taux de change fixe avec le dollar américain, à 80c. ou 85c., par exemple, nous pourrions probablement y arriver par l'entremise de la banque. Vous pourrez commenter cette affirmation comme vous l'entendez.